

# COMBAT

---

# RÉPUBLICAIN

Numéro 174

« Le Socialisme, c'est la République poussée jusqu'au bout. » Jean Jaurès

## À savoir

### LES ASSISES SUR L'ISLAMISATION OU L'ACTE DE NAISSANCE DE LA NOUVELLE EXTRAITE DROITE EUROPEENNE.

Un communiqué de l'UFAL (Union des familles Laïques) en date du 18 décembre que nous reproduisons dans son intégralité. « Ce jour se réunit à Paris 12e un colloque organisé par le Bloc Identitaire et par Pierre Cassen, animateur du journal électronique "Riposte Laïque", réunissant la fine fleur de ce qui est en train de devenir la nouvelle extrême droite européenne : des personnalités politiques comme le député suisse Oskar Freysinger qui fut à l'origine de l'opération visant à interdire les minarets, le président du parti de la liberté ou, encore, un représentant anglais de l'English Defense League ; des militantes issues du mouvement féministe comme Michèle Vianès et Anne Zélensky qui, sous couvert de défendre la dignité des femmes, mènent un combat non plus contre les intégrismes religieux ni même contre l'intégrisme islamiste, mais contre les musulmans eux-mêmes.

Un syndicaliste égaré et une militante du CNAFAL sont supposés apporter une caution « laïque » et « de gauche » à ces organisations hétéroclites que la seule haine des musulmans fédère. Cette mouvance s'inscrit dans la stratégie que Marine Le Pen est en train d'imposer au Front national : usurper la laïcité pour faire la promotion d'une conception communautariste du peuple, doublée de racisme et de xénophobie.

Nous assistons aujourd'hui à une remise en cause sans précédent du principe de solidarité républicaine sous l'effet de l'offensive néo-libérale. Le désengagement de l'État exacerbe les communautarismes et favorise ainsi indirectement la montée des intégrismes religieux.

Dans ce contexte, l'UFAL tient à rappeler que le principe de laïcité est plus que jamais d'actualité pour résister à toutes les forces qui œuvrent à la destruction de la cohésion sociale. C'est pourquoi l'UFAL s'inquiète de voir cette nouvelle figure de l'extrême droite dévoyer un principe qui constitue la pierre angulaire de la République sociale.

Elle appelle donc toutes les forces républicaines de gauche à faire barrage à cette dérive et à poursuivre la liaison du combat laïque et du combat social ».

### LES VŒUX DE COMBAT REPUBLICAIN.

Nous présentons tous nos vœux à nos lecteurs. 2010 s'étant conclue sous les meilleurs auspices avec la mobilisation sans précédent contre la « réforme des retraites » du gouvernement Sarkozy-Fillon, nous formulons le souhait que 2011 soit marquée par un sursaut à gauche, permettant d'ouvrir une perspective républicaine et sociale aux échéances cruciales de 2012.

### DAILYMOTION CENSURE UNE PARODIE DES VŒUX 2011 DE NICOLAS SARKOZY

La plate-forme de vidéo fait valoir que les images utilisées pour ce pastiche étaient protégées et que ce retrait a été réclamé par Canal +. Dailymotion se placerait-il en censeur des parodies de Nicolas Sarkozy ? Le Parti communiste a vu, mardi 28 décembre, sa parodie de vœux de Nicolas Sarkozy pour 2011 retirée "sans explication" de la plate-forme de vidéos. **Cette vidéo est désormais visible sur le site de YouTube et vous pouvez également la voir sur notre site [combatrepublicain.org](http://combatrepublicain.org)**

## Édito: RENATIONALISER ET RÉNOVER LA GESTION DU SECTEUR PUBLIC

Noël vient juste de passer, l'heure reste encore à la paix et à la réconciliation. Tout laïcs que nous soyons, allons-y de bon cœur ! Tenez, par exemple, Jacques Julliard. Il fut autrefois l'une des figures intellectuelles de la « deuxième gauche », où confluaient chrétiens sociaux, syndicalistes CFDT et socialistes rocardiens. Éditorialiste au Nouvel Observateur pendant des décennies, il a récemment quitté cet hebdomadaire pour rejoindre Marianne. Après avoir effectué au cours de l'année 2010 une profonde remise en question de ses positions antérieures, dont le point de départ fut ses « vingt thèses pour repartir du pied gauche » publiées dans Libération. Julliard n'était pas un saint de notre paroisse, mais nous saluons sa rigueur intellectuelle et morale. Nous le lisons avec d'autant plus d'intérêt que son évolution traduit celle d'un large secteur de l'opinion de gauche, naguère acquise au social-libéralisme mais qui se cabre aujourd'hui devant les conséquences de la crise.

Dans ses « vingt thèses », Jacques Julliard appelle de ses vœux « un grand rassemblement populaire, ouvert à toutes les forces hostiles au néo-capitalisme ». Son « facteur déclenchant, ajoute-t-il, pourrait être la constitution d'un bloc syndical, doté d'un programme d'urgence. (...) Le premier objectif du rassemblement populaire doit être la maîtrise du crédit, au moyen de la nationalisation, au moins partielle, du système bancaire. (...) Le but de la nationalisation est de ramener le système bancaire à sa fonction productive ».

Nationaliser les banques ! Et c'est Jacques Julliard qui l'a écrit, même si, faut-il le rappeler, le système bancaire fut nationalisé à la Libération par le gouvernement provisoire présidé par le général de Gaulle, autre grand pourfendeur du capitalisme !

De fait, l'idée de (re)nationalisation du crédit ou d'autres secteurs clefs de l'économie (l'énergie en particulier) fait son chemin à grande vitesse depuis le krach de 2007 – et pas seulement dans notre pays. Certes, la mise en application de telles mesures pose une multitude de problèmes que nous ne pouvons soulever, faute de place, dans cet éditorial. Nous nous limiterons à une seule considération.

L'un des écueils menaçant le secteur public est l'ingérence, qui a hélas confiné, voire s'est parfois confondue à la corruption. Les Français ont encore en mémoire la débâcle du Crédit Lyonnais – 21 milliards d'euros de pertes – suite à l'acoquinement entre ses dirigeants, nommés par le pouvoir socialiste, et quelques marloupins du genre Tapie ou Piretti. Ajoutons à cela l'affaire Elf, où une entreprise publique s'est révélée être

la caisse noire des milieux politiques, et l'on comprend que le mot d'ordre de nationalisation ait longtemps été entaché de suspicion aux yeux de nos compatriotes.

« Les conditions n'ont jamais été réunies pour que les travailleurs fassent une relation entre la propriété publique et leurs droits », déplore aujourd'hui Anicet le Pors, ancien ministre du gouvernement Mauroy et lui-même ardent partisan de « l'appropriation sociale ». Le défi est donc lancé : nationaliser doit désormais devenir synonyme de démocratiser. Une gestion opaque est incompatible avec la restauration d'un secteur public digne de ce nom.

Pour ce faire, les pistes sont nombreuses, à commencer par l'association étroite des salariés des entreprises publiques à la gestion de celles-ci - à tous les niveaux. Doivent également participer à leur

contrôle et à leur gestion des représentants des consommateurs, des élus de la Nation et des collectivités territoriales. C'est une véritable direction collective sous contrôle démocratique qu'il conviendra de mettre en place, au lieu d'un satrape nommé en conseil des ministres. Une direction qui rendra périodiquement des comptes devant le Parlement, sans pouvoir se dérober derrière le «secret défense » ou une quelconque échappatoire juridique. L'enjeu est de taille : il s'agit tout bonnement de refonder l'État républicain en l'asseyant sur un socle patrimonial stable. Car comme le dit l'adage, là où est la propriété, là est le pouvoir.

Le débat sur la rénovation démocratique de la gestion du secteur public ,que nous venons à peine d'effleurer ,est incontournable pour définir une véritable alternative à gauche

## **HUMEUR. PETITION POUR LA DEFENSE DE L'HÔPITAL PUBLIC, lancée par le Mouvement de Défense de l'Hôpital Public (voir ci-dessous).**

### **NE LAISSEZ PAS FAIRE ! L'HÔPITAL PUBLIC EST VOTRE HÔPITAL, DÉFENDEZ-LE AVEC NOUS !**

- Défendez-le parce qu'il assure des soins de qualité pour tous quels que soient les moyens de chacun.
- Défendez-le parce que c'est là que se font les grandes recherches d'aujourd'hui qui permettront les progrès de demain.
- Défendez-le parce que c'est lui qui assure 80% des urgences, c'est lui qui a fait face hier à l'épidémie de SIDA et à la canicule et qui pourra faire face à une pandémie grippale.
- Défendez-le parce que c'est lui qui prend en charge les cas les plus graves ou les plus complexes à tous les âges de la vie.
- Défendez-le parce que les autres pays nous l'envient.

La loi HPST dite loi Bachelot a supprimé l'appellation de « Service Public Hospitalier ». Elle ne parle plus que d'« Etablissement de Santé ». Elle cherche à transformer l'hôpital public en entreprise.

Pour être rentable l'hôpital devra sélectionner les pathologies et les patients, et diminuer le nombre de personnels : moins d'infirmières, moins d'aides soignantes, moins de médecins, moins de secrétaires, moins d'assistantes sociales. Il est prévu de supprimer 20 000 emplois dans l'ensemble des hôpitaux.

### **NE LAISSEZ PAS FAIRE**

### **POUR DÉFENDRE VOTRE HÔPITAL PUBLIC ASSURANT L'ACCÈS ÉGAL POUR TOUS À DES SOINS DE QUALITÉ, SIGNEZ LA PÉTITION NATIONALE QUI SERA ADRESSÉE AU PARLEMENT ET AU GOUVERNEMENT:**

« Je défends l'Hôpital Public, lieu de formation des professions médicales et paramédicales, de l'innovation et des progrès thérapeutiques, qui offre à tous, sans discrimination, des soins de qualité.

Je m'oppose à son démantèlement qu'annoncent d'une part un nouveau mode de direction qui aura pour souci principal la rentabilité, d'autre part des suppressions d'emplois non justifiées qui altéreront la qualité des soins. L'Hôpital Public doit avoir un financement lui permettant de remplir ses missions.»

**Pour signer la pétition : <http://petition-mdhp.fr/index.html>**

### **Qui sommes-nous ?**

Le mouvement de défense de l'hôpital public (MDHP) est né au sein de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (APHP) en mars 2009, alors que se discutait au Parlement la loi HPST (hôpital, patients, santé, territoires). Son objet est de préserver la qualité des soins et l'accès aux soins dans les hôpitaux publics. Ses initiateurs se sont inquiétés des dispositions de ce projet de loi concernant la disparition du "service" comme structure interne de l'hôpital, d'une gouvernance hospitalière où la place de la Commission Médicale d'Établissement était réduite à la portion congrue, et des suppressions d'emplois dans les hôpitaux publics que celle loi va aggraver, en raison d'une tarification inique.

Les syndicats médicaux internes à l'APHP, le syndicat des internes des hôpitaux de Paris, le syndicat des chefs de clinique-assistants des hôpitaux de Paris et les deux principaux syndicats de praticiens hospitaliers (CPH et INPH) se sont dès le début étroitement associés au MDHP.

Des actions ont été menées pour combattre les aspects les plus nocifs de la loi HPST en union avec les syndicats de personnels non médicaux. Ce front uni, historique, a fait reculer le gouvernement sur la gouvernance et les services. Reste le plus important : comment éviter la réduction des emplois soignants dans les hôpitaux publics ? C'est l'objet des actions futures du MDHP.